Burundi: manifestations à l'appel du pouvoir contre le Parlement européen

@rib News, 28/01/2017Â â€“ SourceÂ AFP Le gouvernement burundais a organisÃ© samedi des manifestations Ã travers le pays pour exprimer son hostilitÃ© envers une rÃ©solution du Parlement europÃ©en, qui appelle le Conseil de sÃ©curitÃ© de l'ONU et la Cour pÃ©nale internationale Ã enquÃªter sur la crise dÃ©chirant le pays depuis avril 2015. Dans la capitale, Bujumbura, un long cortÃ¨ge emmenÃ© par le maire de la ville, Freddy Mbonimpa, et le numÃ©ro deux du ministÃ¨re de l'IntÃ©rieur, ThÃ©rence Ntahiraja, s'est arrÃªtÃ© devant le siÃ¨ge de la reprÃ©sentation de l'UE. Des tÃ©moins joints par l'AFP fait Ã©tat d'environ 6.000 personnes et les autoritÃ©s ont Ã©voquÃ© 10.000 participants.

"Nous sommes ici pour dÃ©noncer la rÃ©solution mensongÃ¨re du Parlement europÃ©en du 19 janvier, qui est un vÃ©ritable montage contre le gouvernement du Burundi", a dÃ©clarÃ© M. Ntahiraja. Il a Ã©voquÃ© "une campagne de dÃ©sinformation et de diabolisation (...) en faveur de certains dÃ©stabilisateurs", Ã©pinglant une nouvelle fois l'ancienne puissance coloniale, la Belgique, ainsi que des ONG et des mÃ©dias. Le gouvernement organise rÃ©guliÃ¨rement des manifestations de ce genre. Comme souvent, la foule incluait samedi des taxis-vÃ©los et conducteurs de touk-touks qui, selon de nombreux tÃ©moignages concordants, dont ceux des intÃ©ressÃ©s, sont parfois rÃ©munÃ©rÃ©s pour participer aux manifestations, ce q pouvoir a toujours niÃ©. Le Burundi est plongÃ© dans une grave crise Ã©maillÃ©e de violences, qui ont fait plus 500 morts, depuis que le prÃ©sident Pierre Nkurunziza a annoncÃ© en avril 2015 sa candidature Ã un troisiÃ¨me mandat, avant d'Ãªtre rÃ©Ã©lu en juillet. Le 19 janvier, le Parlement europÃ©en a adoptÃ© une rÃ©solution appelant notamment le Conseil de sÃ©cu de l'ONU et la CPI Ã "ouvrir rapidement une enquÃªte complÃ¨te sur les violations des droits de l'Homme qui auraient Ã©tÃ© commises au Burundi (...) au cours de la rÃ©cente crise dans le pays". La rÃ©solution salue Ã©galement les sanctions prises par l'UE contre Bujumbura, soutient le dÃ©ploiement d'une force de police onusienne jusqu'Ã prÃ©sent refusÃ©e par Bujumbura, et exprime son "inquiÃ©tude quant Ã l'annonce du 30 dÃ©cembre par le prÃ©sident Nkurunziza selon laquelle il pourrait briguer un quatriÃ¨me mandat en 2020". Un rapport de la FÃ©dÃ©ration internationale des droits de l'Homme (FIDH) publiÃ© en novembre a pointÃ© du doigt la radicalisation et l'isolement croissant du rÃ©gime burundais, qui coupe les ponts avec la communautÃ© internationale: en octobre, Bujumbura, vivement critiquÃ© par l'ONU, a rompu toute coopÃ©ration et surtout a annoncÃ© son retrait de la Cour pÃ©nale internationale. Cette derniÃ¨re avait ouvert en avril 2016 un examen prÃ©liminaire, Ã©tape prÃ©alable Ã l'Ã©ventuelle ouverture d'une enquÃªte, sur des accusations de meurtres, tortu et autres exactions au Burundi. Un rapport de l'ONU publiÃ© le 20 septembre a accusÃ© le gouvernement burundais d'Ãªtre responsable de graves violations des droits et mis en garde contre de possibles "crimes contre l'humanitÃ©" et un "grand danger de gÃ©nocide".

Â

Â (adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});